

# P REMIÈRES INFORMATIONS

## LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 1993 ET 1994

Les licenciements économiques ont reculé en 1994 après avoir fortement progressé durant les années 1991 à 1993. Le retournement date en fait du milieu de l'année 1993. La baisse a été plus précoce dans le bâtiment que dans l'industrie, mais le poids des licenciements reste élevé dans le bâtiment et les industries de biens de consommation. Les taux de licenciement sont plus forts dans les plus petits établissements.

### Moins d'inscriptions à l'ANPE en 1994 pour licenciement économique

En 1994 les demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE suite à un licenciement économique sont un peu inférieures à 500 000. Ces demandes représentent 12 % de l'ensemble des flux d'entrée à l'ANPE tous motifs confondus. Elles sont en baisse de 18,5 % par rapport à 1993, mais il faut rappeler que les années 1991, 1992 et 1993 avaient été marquées par des hausses fortes, de l'ordre de 13 % pour chacune des années, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique (cf. tableau 1). Ainsi le niveau en 1994 reste-t-il légèrement plus élevé que celui de l'année 1991.

La diminution du volume des inscriptions à l'ANPE pour licenciement économique se manifeste dans le bâtiment dès la fin de l'année





Graphique 1  
Entrées à l'ANPE suite à un licenciement économique

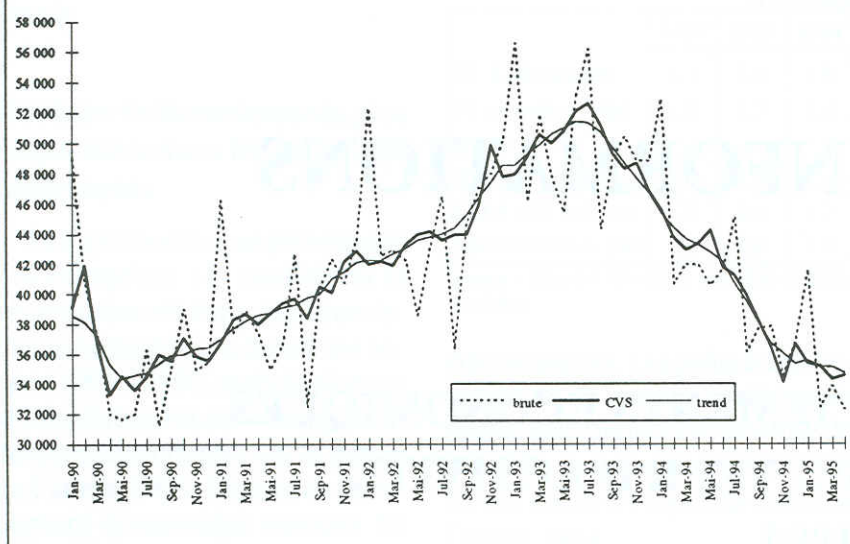


Tableau 1  
Flux d'inscriptions à l'ANPE suite à un licenciement économique

Secteur d'activité	1994	1994/ 1993	1993/ 1992	1992/ 1991
0 Non précisé .....	4 644	/	/	/
1 Agriculture, sylviculture, pêche ...	12 633	-13,8	25,9	7,0
2 Industrie agricole et alimentaire ...	10 973	-25,0	7,3	1,7
3 Production et distribution d'énergie	3 428	-18,9	59,6	38,1
4 Industrie des biens intermédiaires	37 717	-24,3	48,3	19,5
5 Industrie des biens d'équipement .	35 494	-27,8	30,1	22,5
6 Industrie des biens de consommation .....	61 487	-28,1	3,5	1,0
7 Bâtiment, génie civil et agricole...	76 609	-26,2	11,5	27,4
8 Commerce .....	77 215	-11,3	4,9	9,1
9 Transports, télécommunications ...	22 306	-12,5	19,8	7,9
10 Services marchands .....	117 729	-17,2	8,5	14,6
11 à 13 Location, assurances, organismes financiers .....	6 737	-16,0	37,2	6,6
14 Services non marchands .....	220 682	0,7	21,0	4,6
<b>Total .....</b>	<b>487 654</b>	<b>- 18,5</b>	<b>12,0</b>	<b>12,8</b>
<i>En % du total des flux d'entrées ..</i>	<i>12,0</i>			

Source : ANPE.

## MÉTHODOLOGIE

Actuellement, deux sources conjoncturelles portant sur des champs différents permettent d'appréhender l'évolution des licenciements économiques :

- les demandes d'emploi enregistrées chaque mois à l'ANPE pour motif de licenciement économique;
- les informations mensuelles ou trimestrielles sur les mouvements de main-d'œuvre issues des déclarations administratives ou des enquêtes statistiques.

1993, mais seulement au début de 1994 dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement. Dans ces deux secteurs, la baisse atteint en 1994 respectivement 24 % et 27 %, après des hausses de 48 % et 30 % en 1993.

Tous secteurs confondus, la courbe des inscriptions à l'ANPE suite à un licenciement économique atteint son « pic » pendant l'été 1993, ce qui peut tenir à la fois d'une moindre dégradation de la situation économique et aux recommandations gouvernementales de septembre 1993 (cf. graphique 1). En revanche, le profil de l'année 1994 est beaucoup plus régulier : la courbe des inscriptions pour licenciement économique diminue sans interruption tout au long de l'année, ce mouvement s'accroissant à partir de l'automne.

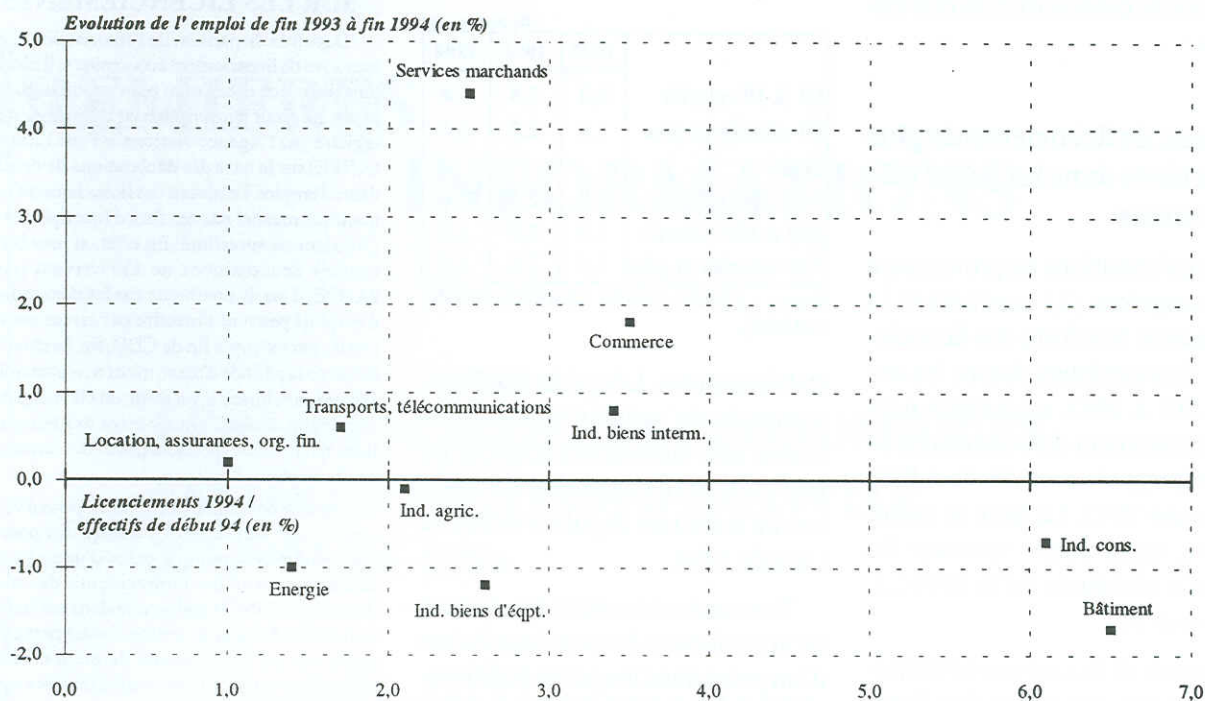
## Le poids des licenciements reste élevé dans le bâtiment et les industries de biens de consommation

En 1994, tous les secteurs enregistrent une diminution de ce type d'entrée au chômage. Seuls les services non marchands font exception, avec une hausse du volume d'inscriptions pour ce motif de 0,7 %. Les plus fortes baisses concernent les industries des biens de consommation et des biens d'équipement (-28 %), ainsi que le BGCA (-26 %).

Dans le même temps, les effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles ont augmenté d'environ 220 000, alors qu'ils avaient diminué de 230 000 en 1993.

Pourtant, même dans des secteurs créateurs nets d'emploi en 1994, comme les services marchands ou les commerces, les flux d'inscriptions à l'ANPE liés à des licenciements économiques restent importants (voir graphique 2). Et en 1993, comme en 1994, ces flux continuent

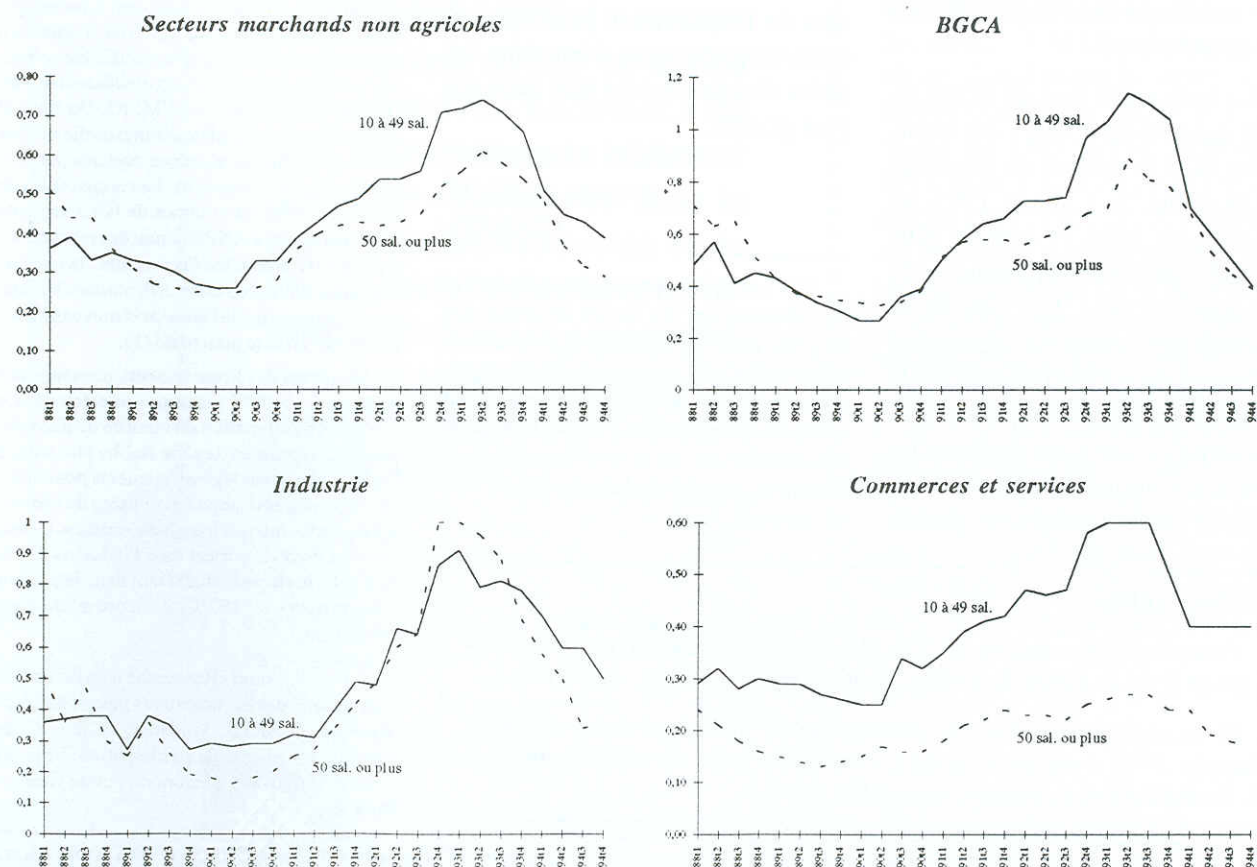
**Graphique 2**  
**Licenciements et évolutions de l'emploi en 1994**



Lecture : entre décembre 1993 et décembre 1994, les effectifs des industries agricoles et alimentaires ont décliné de -0,1 %. Durant la même période, le volume des inscriptions pour licenciement économique en provenance de ce secteur représente 2,1 % des effectifs.

Source : Effectifs ACEMO et inscriptions à l'ANPE.

**Graphique 3**  
**Taux de licenciement économique (trimestriels CVS)**



Source : DMMO-EMMO.



de représenter plus de 5 % des effectifs du secteur dans l'industrie des biens de consommation et le bâtiment.

### Des taux de licenciements plus importants dans les petits établissements

Les informations en provenance des entreprises (1) confirment la progression très forte des licenciements économiques durant les années 1991 à 1993, mais également le ralentissement du volume des licenciements observé dès le milieu de l'année 1993. Le taux de licenciement économique retrouve fin 1994 son niveau de la fin 1990 (cf. graphique 3).

Les taux de licenciement trimestriels, c'est à dire le flux des licenciements économiques durant le trimestre rapporté à l'effectif en début de trimestre sont plus forts dans les petits établissements (de 10 à 49 salariés), et y ont connu entre 1990 et 1993 un rythme de croissance plus rapide que dans les plus grands (50 salariés et plus).

La baisse des taux de licenciement économique, qui s'est manifestée dans le secteur du bâtiment dès le début de l'année 1993, se poursuit en 1994 et semble plus marquée dans les établissements de 50 salariés et plus. Les taux de licenciement économique décroissent également dans l'industrie depuis la mi-1993. En revanche dans le secteur tertiaire, les taux de licenciement économique sont plus faibles, mais ont peu varié dans les grands

Tableau 2  
Taux de licenciement économique  
par taille d'établissement

	En pourcentage		
	1992	1993	1994
10 à 49 salariés	2,3	2,8	1,8
50 salariés et plus	1,8	2,2	1,4
dont :			
50 à 199 salariés	2,2	2,5	1,6
200 à 499 salariés	1,9	2,0	1,2
500 salariés et plus	1,2	2,0	1,4

Source : DMMO (INSEE / DARES) EMMO (DARES).

établissements. Les petits établissements de ce secteur, après avoir connu une diminution sensible de leur taux de licenciement en 1993, les ont stabilisés depuis le début de l'année 1994.

Tous secteurs confondus, le taux de licenciement économique baisse d'un point dans les petits établissements pour atteindre 1,8 % en 1994. Dans les plus grands, il passe de 2,2 % en 1993 à 1,4 % en 1994 (voir tableau 2). Il faut noter que les taux de licenciement pour d'autres causes constituent en 1994 un motif de sortie tout aussi fréquent que les taux de licenciement pour raisons économiques, aussi bien dans les petits établissements que dans les plus grands.

Nathalie BOURDON,  
Brigitte BELLOC  
(DARES).

(1) - Les établissements fournissent des informations sur les motifs de sortie des salariés dans les DMMO (Déclarations mensuelle de mouvement de main d'oeuvre) pour les établissements de 50 salariés et plus, et dans l'EMMO (enquête trimestrielle sur les mouvements de main d'oeuvre) pour les établissements de 10 à 49 salariés.

### LA COHÉRENCE DES DEUX SOURCES SUR LES LICENCIEMENTS

Depuis la disparition de l'autorisation administrative de licenciement économique, il n'existe plus de source exhaustive pour suivre le phénomène. Le motif d'inscription au chômage est enregistré par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) sur la base des déclarations de demandeurs d'emploi. Le niveau des licenciements économiques mesuré par ces flux d'inscriptions est globalement surestimé. En effet, si tous les licenciés économiques ne s'inscrivent pas à l'ANPE, dans de nombreux cas les demandeurs d'emploi peuvent s'inscrire par erreur sous ce motif : par exemple fin de CDD, fin de chantier, échec de la période d'essai, motif non avouable... D'autre part, lorsqu'il y a sortie du chômage pour une courte durée, il peut y avoir des réinscriptions qui ne correspondent pas à un nouveau licenciement.

Du côté des employeurs, on dispose d'informations sur les sorties des entreprises pour licenciement économique grâce d'une part à la déclaration sur les mouvements de main-d'oeuvre (DMMO) obligatoire dans les établissements de 50 salariés et plus, d'autre part à l'enquête sur les mouvements de main-d'oeuvre (EMMO) portant sur les établissements ayant de 10 à 49 salariés. Cette dernière est une enquête par sondage au quart sur le champ national dont les résultats sont redressés sur la base des effectifs salariés à l'UNEDIC. Sur les petits établissements de moins de 10 salariés, il n'y a pas de mesure des licenciements économiques.

Pour compléter ces séries, on a fait appel à la série des bénéficiaires potentiels des conventions de conversion (dispositif théoriquement obligatoire pour tout licenciement économique dans les établissements de moins de 10 salariés). Cette série a été affectée d'un coefficient correcteur évalué par référence aux établissements de 10 à 49 salariés dans les EMMO. On obtient ainsi une série «complète» trimestrielle de flux de licenciements économiques déclarés par l'ensemble des établissements. La comparaison de cette série avec les volumes de licenciements issus de la source ANPE donne des résultats de qualité différente selon les secteurs : la concordance des évolutions est excellente dans l'industrie, médiocre dans le bâtiment et moyenne dans le secteur tertiaire marchand (1).

Le niveau des licenciements économiques déclarés à l'ANPE constitue une fourchette «haute» de l'estimation du nombre de licenciements économiques; la série établie plus haut, à laquelle on adjoint les licenciements pour liquidation juridique (source conventions de conversion) peut fournir une fourchette «basse». L'écart entre les deux est correct dans l'industrie (30 % en 1991), mais peu satisfaisant dans le secteur tertiaire marchand (50 %) et encore moins dans le bâtiment.

(1) - J.-Y. Comu «Recherche d'un indicateur conjoncturel des licenciements pour motif économique», DARES, Ministère du travail, du dialogue social et de la participation. Rapport de stage Magistère d'Économie et de Gestion Paris X.

### Bibliographie

Premières Informations n° 330 «Les flux de licenciements économiques en 1991 et 1992» B. Belloc, N. Bourdon, A. Gredat, mai 1993.

Premières Synthèses n° 69 «Embauches et licenciements au cours de l'année 1993 : un marché de l'emploi en voie de redressement ? N. Barthélémy et C. Jaulent, septembre 1994.

Premières Informations - ISSN 0298-430 X • Directeur de la publication : Claude Seibel • Rédaction : Direction de l'Animation, de la Recherche, des Études et des Statistiques : 20 bis, rue d'Estrées - 75700 Paris 07 SP • Fax 16 (1) 40.56.50.37

Tarifs et conditions d'abonnement : Premières Informations + Premières Synthèses (80 numéros par an) : abonnement France 600 F, Europe 685 F, autres pays 915 F • La Documentation française : 124, rue Henri Barbusse - 93308 Aubervilliers Cedex • Téléphone : (1) 48.39.56.00 - Télécopie : (1) 48.39.56.01